

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 27/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



HALBOURG et Fils

9, Rue de la Vallée
76890 SAINT PIERRE BENOUVILLE

Références : UDRD.2022.11.ET.02.MAG.BrJ
Code AIOT : 0005802476

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement HALBOURG et Fils implanté Zone artisanale des Rivières Rue des Jonquilles 76890 TOTES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Vérifications par sondages du respect des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2005.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HALBOURG et Fils
- Zone artisanale des Rivières Rue des Jonquilles 76890 TOTES
- Code AIOT : 0005802476
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le site est un centre de regroupement et de transit de déchets industriels spéciaux et de déchets urbains. La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles des ICPE

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification par sondages du respect des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2005.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 3.2.2	/	Lettre de suite préfectorale demande n°1	15 jours
6	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 4.2.4.2	/	Lettre de suite préfectorale demande n°2	1 mois
7	Valeur limites en concentration	Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 4.3.12	/	Lettre de suite préfectorale demande n°3	1 mois
10	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 9.2.2	/	Lettre de suite préfectorale demande n°4	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 1.2.4.	/	Sans objet
2	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 3.1.3	/	Sans objet
3	Voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 3.1.4	/	Sans objet
5	Protection des réseaux internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 4.2.4	/	Sans objet
8	Bruit	Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 6.2.1 et 6.2.2	/	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 7.3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit être plus rigoureux sur la surveillance environnementale (rejets des effluents, niveaux de bruit). Le site est bien entretenu, les registres de déchets entrants et sortants sont tenus à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 1.2.4.
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : un bâtiment abrite 4 cuves de 80 m ³ destinées au regroupement et au transit des déchets liquides, un bungalow regroupe les bureaux et les sanitaires, un parking est aménagé pour les véhicules des personnels ou visiteurs de passage.
Constats : L'inspection a constaté la présence du bâtiment avec les quatre cuves de 80 m ³ destiné au regroupement et au transit de des déchets liquides, le bungalow éloigné regroupe des sanitaires et un bureau. Un parking est en cours de création juste à côté du bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptible d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique
Constats : Le bâtiment est fermé, lors de la visite, aucune odeur n'a été ressentie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 3.1.4
Thème(s) : Autre, Voies de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.
Constats : L'aire centrale est totalement bétonnée, bien entretenue. L'inspection n'a pas constaté de boue, ni de dépôt de poussière partant de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 3.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conduits et installations raccordées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque cuve de stockage de déchets est équipée d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes ne comportant ni vanne ni obturateur. Ces événements sont munis de charbons actifs destinés à filtrer les composés organiques volatils et limiter la diffusion des odeurs.
Constats : Les cuves sont équipées d'évents munis de filtres à charbons actifs, l'exploitant indique les changer en cas de besoin. Toutefois une ouverture dans les deux premières cuves a été réalisés par l'exploitant, afin de faciliter la vidange et l'entretien des cuves. Les événements pour les deux premières cuves ne servent à rien en l'état. L'exploitant propose à l'inspection de mettre un tampon ainsi que des boulons sur les deux ouvertures. Demande n° 1 : L'exploitant fait en sorte d'étanchéifier à nouveaux les deux premières cuves, sous un délai de 15 jours, et envoie les photos à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Protection des réseaux internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 4.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des réseaux internes à l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.
Constats : Les eaux de ruissellement sont dirigées vers un séparateur à hydrocarbures avant leur acheminement vers le bassin de décantation des eaux pluviales de la zone d'activité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant indique ne pas avoir de consigne, ni de système d'isolement. L'exploitant a un débourbeur-déshuileur avant rejet dans le bassin de décantation des eaux pluviales de la zone d'activité.
Demande n° 2 : L'exploitant met en place, sous 1 mois, un système d'isolement (vanne) au niveau du débourbeur-déshuileur afin d'isoler le réseau. L'exploitant définit son fonctionnement et son entretien par consignes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Valeurs limites en concentration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 4.3.12	
Thème(s) : Risques accidentels, Valeurs limites en concentration	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales polluées et collectées dans l'installation dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous:	
Paramètre	Concentration maximale moyenne journalière (mg/l)
MEST	35
DB05	30
DCO	120
Hydrocarbures totaux	5
Métaux lourds	5
Constats : L'exploitant n'a pas fait les analyses afin de vérifier le respect des valeurs limites en concentration en sortie du débourbeur. L'inspection a rappelé à l'exploitant que les analyses doivent être réalisées tous les ans.	
Demande n° 3 : L'exploitant réalise sous 1 mois le contrôle des eaux pluviales du site et adresse les résultats à l'inspection. Il est rappelé à l'exploitant que ce contrôle doit être effectué annuellement.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale	
Proposition de délais : 1 mois	

N° 8 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 6.2.1 et 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes et les valeurs limites d'urgence
Constats : La dernière mesure de bruit a été réalisée en décembre 2003. Les résultats sont conformes avec les dispositions de l'arrêté préfectoral. Le site est entouré de différentes sociétés et est proche de la Nationale 27. L'inspection n'a pas connaissance de signalement de riverains pour des nuisances sonores.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues et réalisées conformément à la norme française. Elles sont entretenues conformément à la réglementation.
Constats : L'exploitant a envoyé, suite à la visite, le rapport de contrôle des installations électriques datant du 28 janvier 2022. L'attestation Q18 indique que l'installation électrique n'entraîne pas de risques d'incendie et d'explosion.
Observations : L'exploitant veillera, toutefois à lever, les deux observations pour l'éclairage de sécurité dans un délai approprié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Auto surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2005, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.
Constats : Le dernier contrôle remonte à décembre 2003. Un contrôle aurait dû être réalisé 6 mois après la mise en service des installations, puis tous les 3 ans. Demande n° 4 : L'exploitant réalise, sous un délai de 2 mois, un contrôle des émissions sonores et des valeurs limites d'émergence. Il transmet le rapport de contrôle de la situation acoustique à l'insepection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois